

BURUNDI

Léa Vicky Magne Domghe, Ferdinand Nganyirinda et Gert-Jan Stads

Tendances clés

- ▶ Suite à la signature de l'accord de paix de 2003, les bailleurs de fonds ont fortement augmenté leur appui financier et le Burundi a pu renforcer ses dépenses en recherche agricole. À partir de 2009, une recrudescence de la violence et la corruption politique ont amené de nombreux bailleurs de fonds à suspendre ou à réduire leurs apports, d'où les importantes fluctuations des dépenses de recherche agricole notées au cours des dernières années.
- ▶ En 2016, le Burundi n'a investi que 0,39% de son PIBA dans la R&D agricole.
- ▶ L'effectif total des chercheurs agricoles a cru progressivement grâce au recrutement de jeunes scientifiques à l'ISABU et au retour au pays d'un grand nombre de professeurs burundais attirés par l'amélioration des niveaux de rémunération dans le secteur de l'enseignement supérieur.

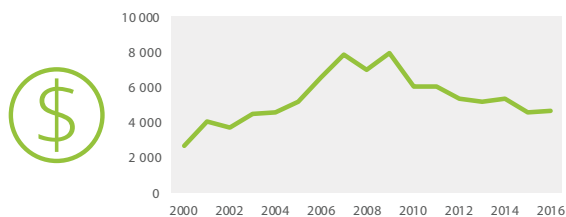
Défis actuels

- ▶ À l'opposé de leurs homologues universitaires, les scientifiques de l'ISABU n'ont pas le statut de chercheur: classés fonctionnaires, ils touchent des salaires bien plus bas. L'ISABU est donc mis au défi d'attirer des recrues qualifiées puis de les retenir, ce d'autant plus que l'adhésion au CAMES est un atout de plus qu'ont les universités pour séduire les chercheurs de l'institut.
- ▶ Cependant, les liens entre les agriculteurs et les universités sont, de par l'orientation académique de ces dernières, nettement plus faibles que les liens avec l'ISABU, dont les activités de recherche appliquée sont davantage alignées sur les besoins des producteurs.

Options politiques

- ▶ Vu les contraintes majeures qui pèsent sur les institutions de recherche agricole au Burundi, les organismes d'État et établissements d'enseignement supérieur doivent tirer meilleur parti de leurs faibles ressources en les mutualisant. Une identification collective des priorités et un partage des personnels et des infrastructures favoriseront la création de synergies de recherches dont les résultats escomptés amélioreront la production agricole.
- ▶ Le plan de développement du Burundi pour la période 2018–2027 réserve un rôle clé à l'agriculture. Pour accélérer la productivité de celle-ci, l'État fera bien de renforcer ses investissements dans la recherche agricole et d'instaurer un environnement politique propice à l'exploitation des retombées technologiques de pays voisins.

DÉPENSES DE RECHERCHE AGRICOLE



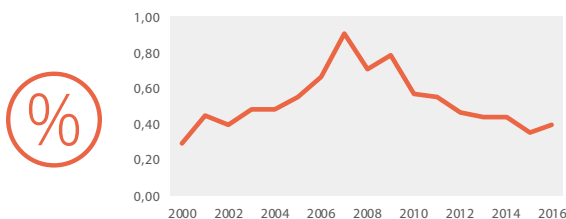
Millions de francs burundais (prix constants 2011)

4 623,5

Millions de dollars PPA (prix constants 2011)

10,9

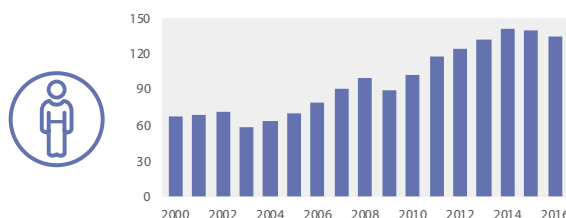
INTENSITÉ DES DÉPENSES



Pourcentage du PIBA consacré à la recherche agricole

0,39%

CHERCHEURS AGRICOLES



Équivalents temps plein

134,0

Proportion de chercheurs titulaires d'un MSc et PhD

58%

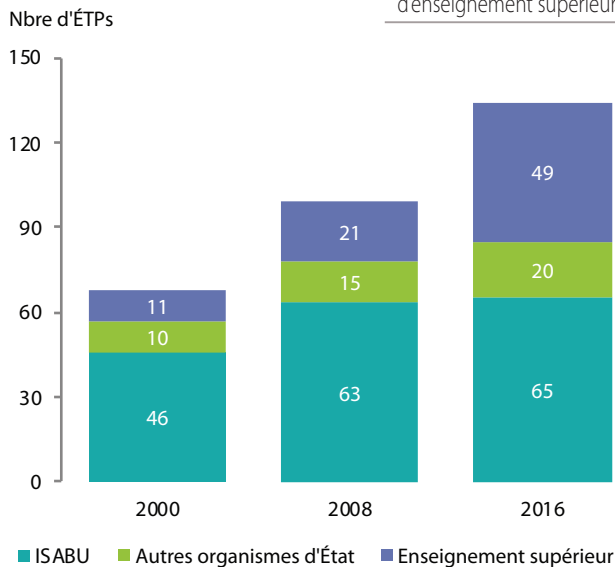
	BURUNDI	RD CONGO	RWANDA	TANZANIE
Millions de francs burundais (prix constants 2011)	4 623,5			
Millions de dollars PPA (prix constants 2011)	10,9	27,7	27,3	68,5
Pourcentage du PIBA consacré à la recherche agricole	0,39%	0,24%	0,44%	0,17%
Équivalents temps plein	134,0	553,0	148,9	785,0
Proportion de chercheurs titulaires d'un MSc et PhD	58%	38%	96%	77%

Composition institutionnelle de la recherche agricole

Au Burundi, l'effectif total des chercheurs agricoles a doublé entre 2000 (67 ÉTP) et 2016 (134 ÉTP). C'est surtout au niveau universitaire que la participation à la recherche agricole s'est amplifiée. En 2016, l'ISABU employait près de 50% de l'effectif total de chercheurs agricoles du pays, tandis que la part des universités était de 37%.

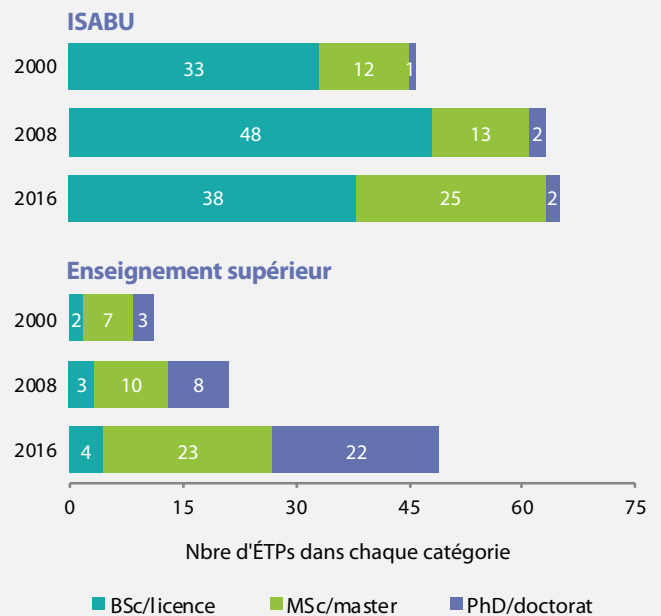
8 ORGANISMES, 2016

gouvernementaux	4
d'enseignement supérieur	4



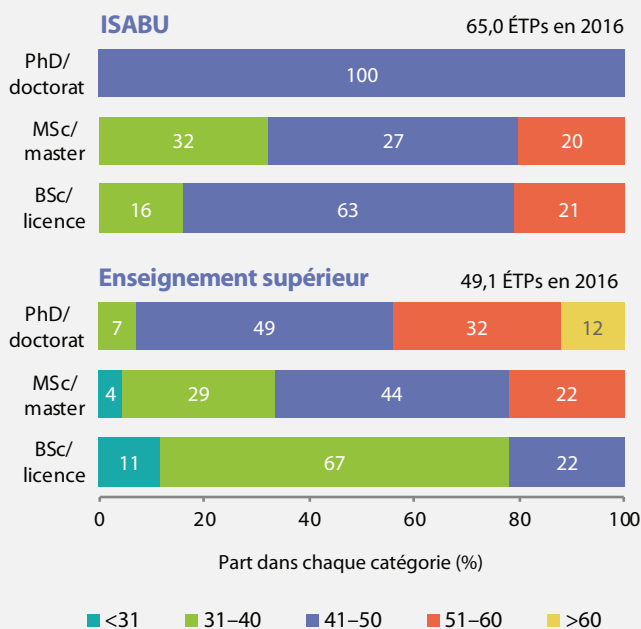
Chercheurs agricoles, par niveau de qualification

Entre 2000 et 2016, les universités burundaises ont connu une forte hausse de leur effectif de chercheurs titulaires d'un doctorat, qui s'explique par le retour en masse de professeurs suite à l'amélioration des salaires dans ce secteur. Par contraste, l'ISABU a du mal à s'attirer des chercheurs qualifiés, du fait de la médiocrité de son offre salariale.



Répartition des chercheurs agricoles par diplôme et par âge

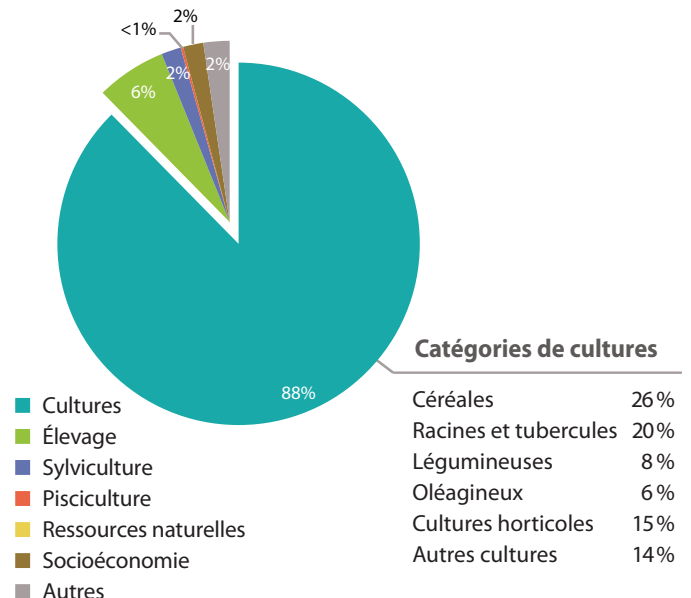
La répartition par âge des chercheurs agricoles burundais est mieux équilibrée que celle dans de nombreux autres pays africains. En 2016, l'âge moyen des chercheurs de l'ISABU titulaires d'un PhD était beaucoup plus bas que celui de leurs collègues des universités.



Chercheurs agricoles, par filière

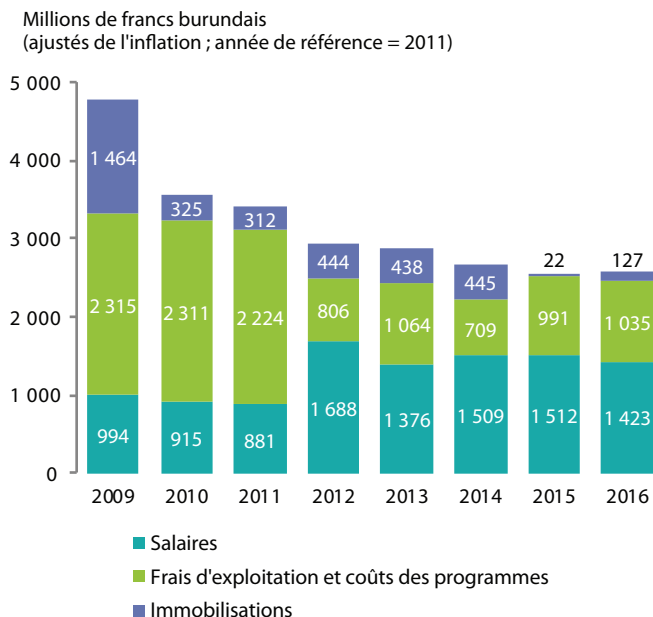
En 2016, 88% des chercheurs agricoles burundais étaient agronomes, travaillant principalement sur les céréales, notamment le riz, le sorgho, le maïs et le blé. D'autres cultures importantes étaient les racines et tubercules, et le coton. À noter que, bien que la banane soit une culture importante en termes de valeur de production, le temps de recherche consacré à cette culture était très faible.

Part des chercheurs, 2016



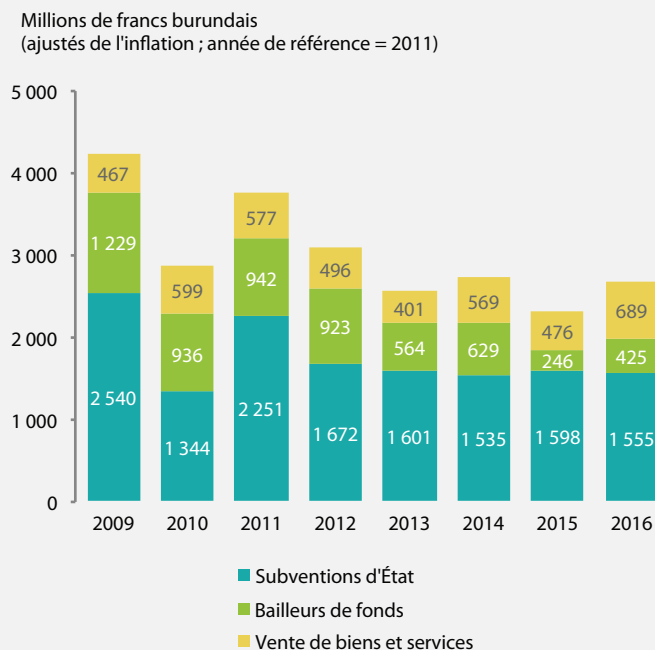
Dépenses par catégorie de coûts de l'ISABU

Entre 2009 et 2016, en réponse à l'instabilité politique du pays, les bailleurs de fonds ont fortement baissé leurs financements à l'ISABU, d'où la forte réduction des coûts d'exploitation et de programme. En 2012, un changement du statut juridique du personnel a permis à l'ISABU d'améliorer son offre salariale. La forte baisse des immobilisations de l'ISABU en 2015 s'explique par l'achèvement de la phase II du programme PAIOSA financé par la Belgique.



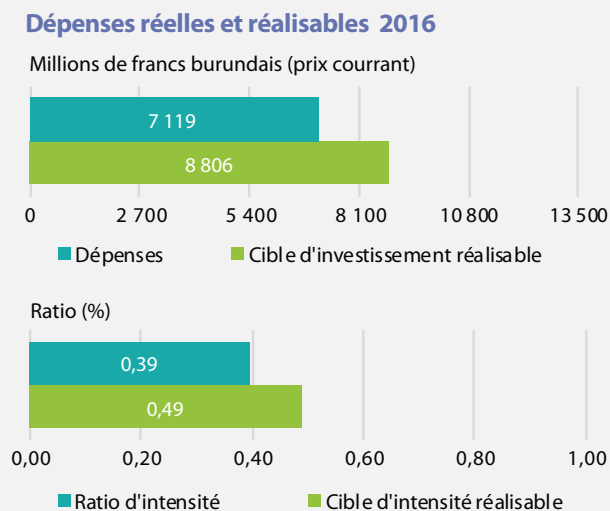
Sources de financement de l'ISABU

Le financement de l'ISABU affiche d'importantes fluctuations annuelles, tant de la subvention de l'État que des apports des bailleurs de fonds. Au cours de la période 2009–2016, la part du financement total qui était générée en interne par la vente de biens et de services, était en moyenne de 18%.



Niveaux d'investissement nécessaires pour combler l'écart d'intensité

L'analyse montre qu'aucun pays présentant des conditions économiques similaires à celles du Burundi n'a atteint la cible d'investissement dans la recherche agricole fixée à 1% par les Nations Unies et l'Union africaine, mais qu'un objectif de 0,49% est réalisable. Or pour atteindre cet objectif en 2016, il aurait fallu que le Burundi investisse 8,8 milliards de francs burundais, soit un complément de 1,7 milliard (prix courants).



Publications récentes de l'ISABU évaluées par des pairs

Entre 2012 et 2016, l'ISABU a en moyenne publié 11 articles par an dans des revues scientifiques, toutes catégories confondues. Le taux moyen du nombre de publications évaluées par des pairs par chercheur ÉTP par an étant de 0,079, il est très faible par rapport à la norme internationale.

Type	Nombre de publications, moyenne 2012–2016	Par chercheur ÉTP
Articles scientifiques		
revue internationale	0,6	0,004
revue régionale	—	—
revue nationale	1,6	0,012
Livres	—	—
Chapitres d'ouvrage	8,4	0,063
Total	10,6	0,079

Ressources pour le Burundi

Cette fiche d'information présente les récentes données sur les performances de la recherche agricole au Burundi. Elle se concentre essentiellement sur des informations relatives aux ressources financières, humaines et institutionnelles et aux résultats de la recherche, tout en mettant en exergue les tendances, les défis et les changements institutionnels. Des ressources additionnelles sont disponibles sur www.asti.cgiar.org/fr et comprennent :



la page interactive se rapportant au Burundi présente des données se rapportant aux investissements et aux capacités de la recherche agricole, un outil pour explorer et télécharger ces données, et des hyperliens pour accéder à une variété de publications spécifiques.



L'outil d'analyse comparative allows key agricultural research indicators to be ranked and compared across African countries.



L'outil de téléchargement de données permet d'accéder à des graphiques et des ensembles de données ASTI plus détaillés pour le Burundi et bien d'autres pays.



L'annuaire ASTI répertorie les organismes effectuant la recherche agricole au Burundi, en spécifiant leur emplacement et quelques indicateurs clés.

english español contact

ASTI
dirigé par IFPRI

INDICATEURS RELATIFS AUX SCIENCES ET TECHNOLOGIES AGRICOLES
Données et analyses d'accès libre sur les investissements de ressources financières et humaines dans la recherche agricole des pays à revenu faible et intermédiaire

Accueil Données Régions Publications Partenaires Présentation Pays

BURUNDI

Tendances clés
Suite à la signature de l'accord de paix de 2003, les bailleurs de fonds ont fortement augmenté leur appui financier et le Burundi a pu renforcer ses dépenses en recherche agricole. À partir de 2009, une recrudescence de la violence et la corruption politique ont amené de nombreux bailleurs de fonds à suspendre ou à réduire leurs apports, créant des importantes fluctuations des dépenses de recherche agricole notées au cours des dernières années.
En 2016, le Burundi n'a investi que 0,39% de son PIBA dans la R&D agricole.
L'effectif total des chercheurs agricoles a cru progressivement grâce au recrutement de jeunes scientifiques à l'ISABU et au retour au pays d'un grand nombre de professeurs burundais attirés par l'amélioration des niveaux de rémunération dans le secteur de l'enseignement supérieur.

Défis actuels
À l'opposé de leurs homologues universitaires, les scientifiques de l'ISABU n'ont pas le statut de chercheur, classés fonctionnaires, ils touchent des salaires bien plus bas. L'ISABU est donc mis au défi d'attirer des recrues qualifiées puis de les retenir, ce d'autant plus que l'adhésion au CAMES est un atout de plus qu'ont les universités pour séduire les chercheurs de l'institut.
Cependant, les liens entre les agriculteurs et les universités sont, de par l'orientation académique de ses dernières, nettement plus faibles que les liens avec l'ISABU, dont les activités de recherche appliquées sont davantage alignées sur les besoins des producteurs.

Options politiques
Vu les contraintes majeures qui pèsent sur les institutions de recherche agricole au Burundi, les organismes d'État et établissements d'enseignement supérieur doivent tirer meilleur parti de leurs faibles ressources en les mutualisant. Une identification collective des priorités et un partage des personnels et des infrastructures favoriseront la création de synergies de recherches dont les résultats escomptés amélioreront la production agricole.
Le plan de développement du Burundi pour la période 2018-2027 réserve un rôle clé à l'agriculture. Pour accélérer la productivité de celle-ci, l'État fera bien de renforcer ses investissements dans la recherche agricole et d'instaurer un environnement politique propice à l'exploitation des retombées technologiques de pays voisins.

Procédures et méthodologies ASTI

- ▶ Les **données sous-jacentes à cette fiche** ont été obtenues principalement par la tenue d'enquêtes primaires, bien que certaines données proviennent de sources secondaires ou des estimations.
- ▶ Par **recherche agricole**, ASTI entend celle du secteur public, de l'enseignement supérieur et du secteur à but non lucratif ; est exclue la recherche conduite par le secteur privé à but lucratif en raison de l'insuffisance des données disponibles.
- ▶ Pour calculer ses statistiques sur les ressources humaines et financières, ASTI se base sur l'**équivalent temps-plein (ÉTP)**, qui prend en compte la proportion de temps effectivement consacré à la recherche par rapport au temps accordé à d'autres activités.
- ▶ ASTI présente ses données financières en monnaie locale de 2011 et en **dollars de parité de pouvoir d'achat (PPA) de 2011**. En comparant les prix d'un plus grand éventail de biens et services locaux — par contraste à des biens et services échangés sur les marchés internationaux — les PPA reflètent mieux le pouvoir d'achat relatif des différentes devises que ne le font les taux de change officiels.
- ▶ Les montants que **dépense le secteur de l'enseignement supérieur** pour sa recherche font l'objet d'une estimation, car il s'avère impossible de les isoler des autres dépenses du secteur.
- ▶ Notez que l'**arrondi des décimaux** peut faire en sorte que le total soit supérieur ou inférieur d'une unité à la somme des parts.



Pour de plus amples informations sur les procédures et méthodologies ASTI, consultez www.asti.cgiar.org/fr/methodology.

Sigles et acronymes

CAMES	Conseil Africain et Malgache pour l'enseignement supérieur
ÉTP	Équivalents temps plein
ISABU	Institut des Sciences Agronomiques du Burundi
PIBA	Produit intérieur brut agricole
PAIOSA	Programme d'Appui Institutionnel et Opérationnel au Secteur Agricole
PPA	Parité de pouvoir d'achat (taux de change)
R&D	Recherche et développement expérimental

Concernant ASTI, IFPRI et ISABU

En collaboration avec un vaste réseau d'institutions internationales et d'organismes nationaux et régionaux de R&D agricole, **le programme ASTI sur les indicateurs relatifs aux sciences et aux technologies agricoles** constitue une source fiable d'information sur les systèmes de R&D agricole du monde en développement. ASTI relève de **l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)** qui, en tant que membre du CGIAR, propose des solutions empiriques aux problèmes de la faim, la malnutrition et la pauvreté. **L'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU)**, principal organisme national de recherche agricole, relève du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage. Il effectue des recherches sur les cultures, l'élevage, le système agricole et les enjeux socioéconomiques.

ASTI/IFPRI et ISABU remercient les organismes de R&D agricole ayant participé et contribué à la collecte des données et à la rédaction de cette fiche d'information. ASTI remercie également la Fondation Bill & Melinda Gates et le programme de recherche du CGIAR sur les politiques, institutions et marchés d'avoir apporté un soutien généreux à ses travaux en Afrique subsaharienne. Cette fiche constitue un produit ASTI direct qui n'a pas fait l'objet d'une évaluation par des pairs ; les opinions exprimées sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les politiques ou les opinions ni de l'IFPRI ni de l'ISABU.

Copyright © 2018 Institut international de recherches sur les politiques alimentaires et Institut des Sciences Agronomiques du Burundi. Nous autorisons la reproduction d'une ou de plusieurs sections de ce document sans demande de permission expresse, à condition que mention soit faite des auteurs (IFPRI et ISABU). Veuillez contacter l'IFPRI à l'adresse ifpricopyright@cgiar.org si vous souhaitez rééditer le texte intégral.